

## Séance ordinaire du jeudi 28 juillet 2022

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ville fraternelle et solidaire

#### Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Clare HART, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Stéphane JOUAULT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Taslime AKBARALY, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK.

#### **Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE, Salim JAWHARI, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

## **Attribution de subvention au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier - Exercice 2022 - Autorisation de Signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Comme présenté dans la délibération du 29 mars 2022, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier est le bras armé de la Ville dans l'exercice de ses missions obligatoires telles que définies dans le Code de l'action sociale et des familles (CASF) :

- La domiciliation des personnes ayant un lien suffisant avec la commune ;
- L'instruction des demandes d'aide sociale légale ;
- La réalisation d'une analyse des besoins sociaux au début de chaque mandature.

Au-delà de ses compétences obligatoires, le CCAS déploie de nombreuses politiques publiques, dispositifs ou mesures d'accompagnement des citoyens précaires, en difficulté ou en situation de fragilité que l'on qualifie de compétences facultatives. Actuellement, elles s'inscrivent dans :

- La prévention de la perte d'autonomie et du maintien du lien social des personnes âgées ;

- L'accueil et la mise à l'abri des femmes victimes de violences et leurs enfants. Des actions innovantes en matière d'insertion sociale et de lutte contre la fracture numérique ;
- Un Programme de Réussite Educative (PRE) ;
- Un Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME).

La présentation de l'activité du CCAS s'organise autour des axes suivants :

- 1- Garantir un accueil inconditionnel à toutes et tous ;
- 2- Assurer un accompagnement global dans un tiers lieu numérique et social autour de l'emploi, la fracture numérique, l'isolement social, le budget et la santé ;
- 3- Permettre aux aînés de « bien-vieillir » ;
- 4- Accompagner des publics spécifiques : pour garantir l'égalité des chances dès l'enfance, être aux côtés des femmes victimes de violences conjugales et leurs enfants.

Conformément aux dispositions prises par la Ville, la Métropole et le CCAS de Montpellier pour la refonte du Régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des sujétions, de l'expertise et l'engagement professionnel (RIFSEEP), la Ville de Montpellier souhaite soutenir le CCAS pour couvrir les dépenses afférentes à cette revalorisation. Pour cela, il y a lieu d'allouer une subvention complémentaire à celle votée le 1 février 2022 à hauteur de 13 050 000 €, selon les éléments suivants :

Code	Structure	Type	Montant attribué
1886	CCAS	Fonctionnement	700 000 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser l'attribution de la subvention, sous réserve de la signature de la convention d'attribution complémentaire ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 5 août 2022**

**Pour extrait conforme,  
Pour Monsieur Le Maire absent**

**Madame la Première Adjointe**

**Signé.**

**Fanny DOMBRE-COSTE**

**Publiée le : 5 août 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 197242\_CONVENTION FONCTIONNEMENT CCAS BS 2022 v3

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20220728-196973-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 05/08/22  
Réception en Préfecture : 05/08/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.